l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE | No 7 Nouvelle série (No 265) mardi 13 mai 1975

BIENVENUE A TENG SIAO-PING

DÉCLARATION DU PARTI COMMUNNISTE MARXISTE–LÉNINISTE DE FRANCE

Réuni en session ordinaire à Paris, le 11 mai 1975, le Bureau politique du Comité central du Parti communiste marxiste-léniniste de France considère comme un événement d'une grande portée historique la visite officielle effectuée en France par une délégation du gouvernement de la République populaire de Chine, ayant à sa tête le vice-premier ministre Teng Siao-ping.

La France et l'Europe occidentale appartiennent à un monde désormais contrôlé et menacé sur tous les plans par les deux superpuissances, plus particulièrement dans la période la plus immédiate par le social-impérialisme.

La rencontre et les entretiens organisés entre les États français et chinois se situent à un moment où se précisent chaque jour davantage les préparatifs des deux superpuissances, les États-Unis et l'URSS, en vue d'une troisième guerre mondiale dont l'Europe constituera l'enjeu central.

En renforçant sur tous les plans leurs relations avec la grande République populaire de Chine et avec l'ensemble du tiers monde, l'Europe et la France en particulier peuvent améliorer considérablement les conditions de leur défense et de leur résistance à toute agression, sous quelque forme soit-elle perpétrée.

L'initiative de la République populaire de Chine de désigner un ambassadeur auprès de la Communauté économique européenne doit être tenue pour un témoignage éminent de la grande Chine populaire de soutenir la France et l'Europe occidentale dans leur confrontation avec les deux superpuissances impérialistes.

Aussi, à l'occasion de la présence en France de la délégation gouvernementale chinoise conduite par le vice-premier ministre Teng Siao-ping, le Bureau politique engage tous les marxistes-léninistes, organisés dans les rangs ou sympathisants du PCMLF, à développer une intense activité militante :

– pour éveiller la vigilance nationale du peuple de notre pays devant les préparatifs de guerre des superpuissances,

– pour contribuer aux succès des initiatives prises indépendamment des cérémonies officielles en vue de manifester les sentiments de bienvenue et l'amitié profonde du peuple de France aux représentants du peuple chinois,

– et pour contribuer ainsi au succès des entretiens entre la France et la République populaire de Chine.

VIVE LA VISITE GOUVERNEMENTALE CHINOISE EN FRANCE !
BIENVENUE AU VICE-PREMIER MINISTRE TENG SIAO-PING !
VIVE LE PRÉSIDENT MAO, QU'IL VIVE LONGTEMPS, TRES LONGTEMPS

A LA MUTUALITE, MEETING ENTHOUSIASTE DE L'HUMANITÉ–ROUGE EN L'HONNEUR DE LA DÉLÉGATION CHINOISE CONDUITE PAR TENG SIAO–PING

Dimanche après-midi les communistes marxistes-léninistes de France et leurs amis se sont réunis dans la grande salle de la Mutualité à l'appel de notre journal en vue de dégager une signification première de la venue en France de la délégation gouvernementale chinoise conduite par le vice-premier ministre Teng Siao-ping.

Ce meeting a été honoré par la présence de M. Tsao, chargé d'affaires représentant l'Ambassadeur de la République populaire de Chine en France, assisté du 3ème secrétaire d'Ambassade et d'autres diplomates chinois. Etait également présent M. Tago, représentant de l'Ambassadeur de la République populaire d'Albanie.

Placé sous la présidence d'André Druesnes et de trois autres ouvriers militants marxistes-léninistes, ce meeting enthousiaste a commencé par une riche intervention de Camille Granot concernant à la fois l'idéologie et la politique des communistes et du peuple chinois. Puis fut donné lecture de la déclaration du Bureau politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), que nous publions en première page. Enfin le camarade Jacques Jurquet présenta l'intervention centrale essentiellement consacrée à la portée historique de la visite en France des représentants du gouvernement chinois, à un moment où s'accélèrent les préparatifs de guerre des deux superpuissances avec pour enjeu principal l'Europe.

La projection du remarquable film chinois *«Notre époque de feu»* clôtura, sous des applaudissements prolongés, cet ardent et chaleureux meeting de bienvenue à la délégation conduite par le vice-premier ministre Teng Siao-ping.

Nous présenterons des passages des interventions prononcées dans notre numéro bi-mensuel et dans notre quotidien de huit pages de cette semaine.

REPORTAGE AU CAMBODGE LIBERE

Rétablir les faits, dire la vérité sur le Cambodge, voilà ce qui importe aujourd'hui, alors que déferle un flot de mensonges et de saletés.

Ceux qui parlent avec tant d'assurance et de méchanceté n'ont rien vu. Des journalistes ont visité le Cambodge dans la deuxième quinzaine de mars : ce sont des journalistes chinois.

Nous publions ci-dessous l'un de leurs reportages concernant l'édification de l'industrie dans le Cambodge qui était alors presque libéré.

L'esprit d'indépendance, de compter sur soi brille avec éclat dans le Cambodge nouveau. Qu'on en juge!

«Pour répondre aux besoins de la guerre, des ateliers de réparation et de fabrication d'armes ont été créés rapidement avec les moyens du bord dans les zones libérées. Nous avons visité une manufacture d'armes dans l'est du pays. Elle a pour tout équipement un générateur de faible puissance, huit petites machines-outils usagées saisies à l'ennemi et quatre tours manœuvrés A à la main. Cependant, en plus de la réparation des mortiers et obusiers de tous types, ce petit atelier se charge de fabriquer, avec des tubes d'acier sans soudure, des canons sans recul, et des lance-roquettes. Lors de l'établissement de l'usine en 1972, nous a déclaré un responsable de l'entreprise, nous n'avions pasd'ouvriers qualifiés et ne savions même pas faire marcher les machines. Que faire ? «**Apprendre dans la pratique**» telle était la réponse de nos ouvriers qui ont fini par assimiler la technique. Une statistique montre que jusqu'en mars de cette année, cet arsenal a réparé et fabriqué un total de 10 000 pièces de toutes dimensions.

«Ces deux dernières années, de petites usines ont surgi un peu partout dans les zones libérées comme champignons après la pluie. Construites avec des moyens de fortune, des matériaux locaux, elles sont gérées avec diligence et économie. On fabrique par exemple du papier à partir du bambou, du sucre avec de la canne à sucre et de la sève de palmier à sucre, des chaussures militaires avec du caoutchouc local et du savon à partir de l'huile de cocotier. Tout en s'efforcant d'accroître re la production céréalière, les paysans d'un village du nord du pays ont créé toute une série d'industries artisanales : textiles, braseros, vannerie, sucre, médicaments, etc.

«Pour ce qui est de l'industrie proprement dite, nous ont souvent dit nos hôtes, nous devons remercier les impérialistes américains et Lon Nol qui nous ont servi de fournisseurs et de convoyeurs de matières premières». Nous nous sommes aperseurs et de convoyeurs de matières premières. Nous nous sommes aperçus en effet que les fourneaux utilisés dans les usines et les villages que nous avons visités sont munies de soufflets fabriqués avec des douilles de gros obus américains. Nous avons même vu sur des tours des douilles de ce genre qui, peu transformées, forment le principal élément mobile de ces machines. Au Cambodge, les débris d'avions, de tanks et de véhicules blindés sont soigneusement recueillis, puis expédiés dans les usines et ateliers où il sont convertis en houes, pelles, couteaux, haches, marmites, soucoupes, gourdes, peignes, cadres de bicyclettes, etc. Utilisant comme matière première des carcasses d'avions et de tanks ennemis, une usine de quincaillerie de l'est du pays produit chaque mois 1 500 à 1 800 marmites en aluminium qui peuvent largement suffire aux besoins de la population locale et sont livrées en partie au front. Quelle raillerie pour les impérialistes qui se prévalent tant de la puissance de leurs armes «sophistiquées». Compter sur ses propres forces, c'est s'assurer la victoire, ce principe n'a-t-il pas fait merveille au Cambodge ? C'est à la lumière de ce principe que le peuple khmer va de l'avant dans les difficiles années de guerre. Il est parvenu, dans les zones libérées, à se suffire en céréales. Au cours de notre visite, nous avons été particulièrement impressionnés par les immenses efforts déployés par la population des zones libérées en vue de construire des ouvrages hydrauliques et d'augmenter la production de riz. Des barrages de toutes dimensions se dressent un peu partout. Le riz précoce qui occupe de grandes surfaces offre une belle moisson, meilleure que toutes les précédentes. La population exulte de joie.

N'oublions pas que c'est en temps de guerre que le peuple cambodgien a obtenu ces succès extraordinaires. Nous sommes certains qu'après la libération du pays, il remportera des victoires encore plus éclatantes dans la lutte pour édifier un Cambodge nouveau, indépendant, pacifique, neutre, souverain et non-aligné dans son intégrité territoriale.»

"Zeri I Popullit" : LE PACTE DE VARSOVIE, INSTRUMENT D'AGRESSION

Ci-dessous un large extrait du quotidien albanais «Zeri i popullit» du 7 mai dernier :

«Les chefs de file révisionnistes soviétiques ont saisi l'occasion du 20ème anniversaire de la fondation de l'organisation du pacte de Varsovie qui viendra bientôt pour justifier leur politique d'agression et d'expansion.

»... Les chefs de file du Kremlin essaient par mille et un moyens de décorer de guirlandes de fleurs leurs tanks et canons d'agression et d'entonner l'air du pacifisme pour couvrir les grondements de leurs bâtiments de guerre et avions. Ils qualifient leurs manœuvres et complots portant préjudice aux intérêts des peuples des divers pays d'immenses amour et respect envers eux. Cependant, la menace et le danger que fait peser l'organisation du pacte de Varsovie sur la liberté et l'indépendance des peuples des divers pays ne sauraient être camouflés sous des slogans démagogiques et trompeurs...

»L'objectif de l'organisation du pacte de Varsovie contrôlée par les révisionnistes soviétiques est précisément celui de la politique étrangère que les impérialistes soviétiques poursuivent dans la vaine tentative de dominer et de conquérir les peuples des divers pays, de faire des infiltrations économiques et militaire et de maintenir et d'étendre leurs sphères d'influence.»

L'article dénonce les actes d'agression des révisionnistes soviétiques par le biais du stationnement des troupes dans certains pays est-européens et leur occupation ou leur domination militaire de ces pays. Il fait remarquer que l'organisation du pacte de Varsovie est pratiquement devenue l'un des instruments importants des révisionnistes soviétiques pour dominer ces pays et exercer la pression sur eux.

«Pour sauvegarder leurs liberté et indépendance, les peuples des divers pays doivent dévoiler la nature agressive de la politique soviétique et mener la lutte contre les ambitions hégémoniques des révisionnistes soviétiques.»

LE TIERS MONDE EN LUTTE...

PANAMA :

L'objectif que les panamiens se sont assigné est d'«éliminer l'enclave coloniale et cela a fait de (leur) lutte une lutte pour la libération nationale», a déclaré le ministre panamien des Affaires étrangères Juan Antonio Tack lors d'une conférence de presse tenue le 2 mai à Buenos Aires.

Il a dit que la zone du canal de Panama *«constitue un cas typique de l'occupation coloniale»*. Il a indiqué que la position panamienne bénéficiait du soutien des pays latino-américains.

AFRIQUE :

Le président Léopold Sedar Senghor a souligné la nécessité pour l'Afrique de compter sur ses propres forces dans une allocution le 5 mai dernier. Il a dit notamment :

«L'Afrique doit, tout d'abord, compter sur ses propres forces et mobiliser ses ressources, tant morales et intellectuelles que physiques, pour les mettre au service de son développement. Si la solidarité du tiers monde doit, pour chacun de ses membres, demeurer une préoccupation constante, face aux tentatives, nombreuses et subtiles, de division auxquelles recourent les tenants d'un ordre périmé, il est tout aussi important que notre volonté de réflexion et d'actions communes s'exprime au plan régional.»

Le président Senghor a dit : *«Il faut également plaider pour une coopération plus active, parce que plus confiante, entre l'Afrique et les autres pays du tiers monde, singulièrement avec les pays du Moyen-Orient.»*

MEXIQUE :

Le gouvernement mexicain a pris ces dernières années une série de mesures pour développer la production agricole et est ainsi parvenu à se suffire en céréales. Parmi ces mesures, figurent la conservation d'eau sur une large échelle, la popularisation des bonnes semences, la formation d'agronomes et l'accroissement de la production d'engrais chimiques.

Le Mexique a construit dans les régions rurales de nombreux projets d'irrigation de petite et moyenne dimensions. Fin 1974, 635 travaux hydrauliques ont été achevés, avec une capacité de 187 millions de mètres cubes et qui peuvent irriguer plus de 53 000 hectares.

Les agronomes mexicains ont réussi l'année dernière à faire pousser de nouvelles espèces de blé, de maïs, de sorgho et d'autres espèces à haut rendement. Grâce à la diffusion du fameux «blé mexicain», la production de blé a atteint l'été dernier le chiffre record de 2,4 millions de tonnes.

Le nombre d'écoles agronomiques et vétérinaires est passé de 70 en 1970 à 455 aujourd'hui, qui accueillent 101 600 étudiants. Ont été aussi ouverts 42 centres de recherche agronomique et vétérinaire et 3 instituts du même type dont plus de 10 000 étudiants suivent les cours.

Les engrais chimiques produits par le Mexique seul parviennent aujourd'hui à 80 % des besoins du pays. Le gouvernement comptait cette année investir quelque 2,5 milliards de pesos dans la production d'engrais chimiques afin de se suffire totalement dans un an en engrais chimiques.

ABU KHEIR (OLP) :

« RENFORCER L'UNITÉ ET LA LUTTE ARABES »

«Sans le renforcement de l'unité et de la lutte arabes, on ne saurait remporter la victoire, a déclaré Abu Kheir, représentant à Khartoum de l'organisation pour la libération de la Palestine au cours d'une interview qu'il a donnée au journal soudanais «Al Sahafa».

L'effondrement des régimes pro-américains au Cambodge et au Vietnam a montré qu'en fin de compte c'est la volonté du peuple qui l'emporte. Les développements actuels dans le monde font remarquer que l'impérialisme US n'échappera pas non plus à l'échec dans la région arabe.

Parlant de la conférence de Genève, il a dit *«que cette conférence ne saurait ni rétablir les foyers du peuple palestinien, ni libérer les territoires arabes occupés. On ne peut conquérir la libération que par la lutte armée. L'impérialisme ne s'écroulera pas lui-même, seulement la lutte renforcée peut l'abattre. Donc, la révolution palestinienne et les autres forces arabes pour la libération ont la responsabilité de redoubler d'efforts pour se renforcer, resserrer leurs rangs et coordonner leurs actions afin d'accélérer la victoire.»*

APPEL AUX MILITANTS CFDT

Oui à un programme nucléaire pour l'indépendance énergétique de la France

Le programme nucléaire français est actuellement l'objet de violentes attaques au sein de la CFDT. Toutes les motions qui circulent dans la CFDT au nom des dangers de pollution et du manque d'information condamnent en bloc le projet et demandent le report de sa mise en œuvre.

Il est juste de faire remarquer que la mise en œuvre d'un programme aussi important pose de nombreux problèmes de sécurité pour les travailleurs des centrales, de pollution et de stockage des déchets. Ces questions doivent être posées et faire l'objet de notre vigilance et de notre mobilisation. Mais peut-on au nom de cela éluder le problème essentiel : celui de l'indépendance énergétique de la France qui n'est jamais abordé au cours des discussions dans la CFDT ?

Aujourd'hui les deux superpuissances, USA et URSS, dans leur rivalité croissante pour dominer le monde, veulent mettre la main sur l'Europe. Pour cela tous les moyens leur sont bons et la question énergétique devient cruciale pour l'indépendance des pays d'Europe de l'Ouest. Actuellement la France importe 75 % de son énergie ce qui est considérable. Cet approvisionnement se fait essentiellement en pétrole et il serait facile à l'une ou l'autre des deux superpuissances de bloquer les routes maritimes du pétrole par sa flotte. Les flottes US et soviétique occupent toutes les mers du monde et particulièrement les routes maritimes des matières premières (en particulier 75 bâtiments soviétiques et 45 américains sillonnent sans cesse la Méditerranéel. Actuellement déjà les USA et l'URSS font des pressions continuelles pour contrôler les marchés du pétrole et du gaz. Par exemple l'URSS achète du gaz à l'Iran qu'elle revend ensuite jusqu'à deux fois plus cher. Quant aux Etats-Unis ils font tout pour empêcher que les pays d'Europe s'entendent directement avec le tiers monde pour leur approvisionnement en matières premières.

C'est pourquoi nous appelons les militants CFDT à soutenir toute mesure allant dans le sens de l'indépendance énergétique de la France face aux superpuissances, et à se battre pour que la CFDT approuve la mise sur pied d'un programme nucléaire allant dans le sens de l'indépendance énergétique , demande qu'une information large soit faite auprès de la population ainsi que des travailleurs des secteurs concernés (CEA, EDF,...) ; demande que toutes les mesures de sécurité soient étudiées et mises en œuvre quel qu'en soit le coût ; exige que pour ses approvisionnements en matières premières la France passe des accords sur un pied d'égalité avec les pays du tiers monde qui sont nos meilleurs alliés aujourd'hui ; exige que tous les moyens soient mis en œuvre pour assurer l'indépendance technologique de la France. Ainsi, si le choix se porte sur la filière américaine de production d'électricité à partir du nucléaire, celle-ci doit être reprise, maîtrisée et exploitée directement par la France sans aucune ingérence des trusts américains.

Des militant CFDT
de Grenoble

A PROPOS D'UNE CAMPAGNE DE CALOMNIES

La presse bourgeoise dans son ensemble s'est livrée à une intense campagne de calomnies, à l'égard des patriotes khmers et vietnamiens. Du *«Monde»* au *«Figaro»* les mensonges ont succédé aux mensonges. Mais aujourd'hui cette presse est obligée de revenir sur ses mensonges tant ils sont grossiers et démentis avec évidence par la réalité.

Exemple : le *«Figaro»* qui dans son édition du 9 mai publiait à la une sous le titre *«Un témoignage accablant»* des «révélations» d'un docteur dénommé Piquart qui prétendait avoir vu des massacres, des viols, etc. à Phnom Penh libérée.

Le même *«Figaro»*, le lendemain en page 3, écrit que ce docteur déclare maintenant qu'il ne peut *«en aucun cas prouver la véracité des propos qu'il avait tenus»* et qu'il n'a rien vu de tout ce qu'il avait prétendu révéler.

«Le Monde», quant à lui, dans son éditorial du 9 mai se livrait à des calomnies du même genre. Dans l'édition du 10 mai, Patrice de Beer qui se trouvait à Phnom Penh lors de la libération démentait formellement ces calomnies.

Protestant contre ces mensonges, Samdech Norodom Sihanouk déclarait récemment :

«Je me permets de préciser que toutes les mesures humanitaires ont été prises par le GRUNC présidé à Phnom Penh par M. Khieu Samphan, et que la campagne de presse menée actuellement contre le FUNK est faite de lâches calomnies, démasquées largement ces derniers jours par les déclarations des français et françaises prétendues victimes, et aussi par le fait que ces personnes prétendument «maltraitées, malades, mourantes» sont arrivées saines et sauves en bonne santé et non affamées à la frontière thailando-cambodgienne. Parmi ces prétendus mourants, il y en avait même qui ont pu faire voyager avec eux, leurs caniches, en parfaite santé eux aussi.

»Dans un message qu'il m'a adressé le 4 mai 1975 de Phnom Penh, M. Khieu Samphan me donne l'assurance formelle que les libérateurs de Phnom Penh se sont conduits avec une totale correction à l'égard des francais et autres étrangers. M. Khieu Samphan me dit dans son message :
«Veuillez bien n'accorder aucun crédit à ces informations calomnieuses. «Si ces étrangers ont tant crié, c'est «qu'ils veulent à tout prix se cramponner dans notre pays afin de se «livrer à leurs activités criminelles «contre nous. A l'avenir, nous devons «nous attendre à d'autres calomnies «encore de leur part, dans tous les «domaines.»

Algérie

SUCCES DE LA VISITE DE M. TAYEBI LARBI EN CHINE

Le ministre algérien de l'Agriculture et de la Réforme agraire, membre du Conseil de la révolution, Tayebi Larbi, a achevé le 7 mai la visite officielle qu'il effectuait en Chine depuis le 21 avril dernier, à la tête d'une importante délégation.

Depuis lors, il s'est rendu en République populaire de Corée.

Au cours du banquet d'adieu que les hotes chinois lui ont offert, le ministre algérien a souligné *«l'analogie qui existe entre les deux révolutions algérienne et chinoise, aussi bien sur le plan interne qu'externe»*. Il s'est félicité des résultats concrets de son séjour, qui renforce la coopération bilatérale et le développement des échanges entre l'Algérie et la Chine. Quatre projets ont été mis au point à ce sujet par les experts chinois et algériens et un accord officiel a été signé entre délégués algériens et chinois.

Commentant ce voyage, le quotidien algérien *«El Moudjahid»* a souligné *«qu'il œuvrera à la promotion de la connaissance mutuelle et de l'amitié»* qui lie déjà les deux peuples algérien et chinois.

C'est là en effet un brillant succès pour la consolidation et le renforcement entre deux pays du tiers monde, auxquels vont sans réserve nos profonds sentiments d'amitié.

Décidément, les révisionnistes du P''C''F mentent de plus en plus mal

«L'URSS, pays où les différences de salaires sont faibles diraient nos révisionnistes.

France-URSS, hebdo révisionniste à propos d'un article sur les problèmes du couple, écrit :

«On sait qu'en URSS les mariages entre gens de conditions, d'éducation et de ressources très différentes (!) ne sont pas rares» !

Où s'est-elle envolée la soi-disant égalité ?

Du même style :

«Actuellement on se marie jeune en URSS mais on divorce jeune également. D'après les sociologues, les questions d'argent (!) sont souvent l'écueil des jeunes ménages» (...)

Difficultés financières dues au chômage, aux salaires insuffisants ? Non vous n'y êtes pas (!).

«Ni l'un ni l'autre des conjoints n'ayant considéré ces questions (financières) avec une attention et une maturité suffisante (...)»

L'URSS n'a plus rien à voir avec un pays socialiste c'est un pays où le capitalisme a été restauré

POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOUSCRIPTION.

Un gros effort reste à faire pour que soit atteint l'objectif des 20 millions pour le 1er juillet. Si le rythme actuel de rentrée des souscriptions se maintenait, l'objectif ne serait pas atteint. Encore une fois pour réaliser cet objectif il n'y a qu'un moyen : mobiliser les masses dans les entreprises, les quartiers, etc.

Que les camarades qui ont pris des initiatives en ce sens nous le fassent connaître, pour en faire part à tous.

Le 10 mai au matin le montant de la souscription s'élevait à 76953,07 F.

ABONNEMENT A L'HUMANITE ROUGE QUOTIDIENNE

ABONNEMENT DE LANCEMENT

22 Nos (1 mois) 10 F

Nom..... Prénom .....

Adresse .....

A.F.P.A. DE CANTIN UNE PREMIERE VICTOIRE

Lundi 5 mai : les travailleurs en stage à Cantin apprenaient qu'un de leurs camarades immigrés venait d'être exclu du centre définitivement, cela à un mois de la fin de son stage pour «ivresse et tapage nocturne» pendant le pont du 1er mai. La direction passait à l'action sur ordre du délégué départemental de l'AFPA.

Conscients que cette sanction intolérable par le procédé menaçait également n'importe quel stagiaire, pour n'importe quel motif, à n'importe quel moment, 150 «stagiaires» s'organisaient pour exiger la réintégration immédiate de leur camarade.

Sachant qu'une réunion de «délégués stagiaires» avec la direction n'aboutirait à rien, les «stagiaires» lors d'une A.G. tenue devant les locaux administratifs du centre, commencèrent par dénoncer le système des représentants de section et la «commission d'ordre» comme des instruments de collaboration de classe au service de la direction. Ils décidaient en même temps d'employer d'autres moyens que le «dialogue» pour faire aboutir enfin leurs revendications.

Mais les révisionnistes du P«C»F et de la CGT, qu'ils soient moniteurs ou stagiaires, devaient bien entendu s'illustrer par leur volonté de saboter la lutte. Des stagiaires se réclamant de la CGT invoquèrent des prétextes racistes à l'égard de notre camarade pour ne pas le défendre. Exemple : «Ils n'ont qu'à retourner dans leur pays et ne pas faire la loi ici» ou propagèrent le défaitisme: «Même en usine, le syndicat ne pourrait rien faire pour le défendre».

D'autre part, un moniteur, délégué CGT du personnel du centre, alors que les stagiaires rentraient dans l'atelier, devait les refroidir en leur annonçant que la direction pouvait décider de décompter sur leur paye les heures que nous avions pris pour débrayer. De ces faits, nous tirons cet enseignement précieux dont nous nous souviendrons désormais : la seule résistance réelle et pesante que nous ayons rencontrée dans notre lutte, ce sont les idées révisionnistes quand ce ne sont pas les révisionnistes eux-mêmes, infiltrés dans la CGT, qui s'opposent systématiquement à tout progrès en faveur des stagiaires.

Cependant, les 150 stagiaires ne baissèrent pas les bras : ils envahirent résolument les locaux de la direction en scandant les mots d'ordre : *«Français-immigrés, une seule classe ouvrière» ; «Français-immigrés, mêmes droits, même combat !» ; «salariés, stagiaires : nous sommes tous des travailleurs à part entière» ; «Ce n'est qu'un début, continuons le combat».*

Le directeur étant absent, ils obligèrent un directeur adjoint à téléphoner à la direction départementale afin de demander la réintégration de leur camarade. Au bout d'une demi-heure, la direction finissait par prendre la responsabilité de la réintégration de notre camarade.

Afin d'exprimer leur joie de voir leur camarade réintégré, de montrer leur détermination à poursuivre la lutte, et surtout de prouver à tous ceux qui n'y croyaient pas que la lutte pour nos justes revendications était possible, les 150 travailleurs décidaient d'une manifestation à travers le centre, sous les yeux médusés de ceux qui n'y croyaient pas encore, et des révisionnistes.

Reprenant leur mot d'ordre, poings levés, et principalement celui sur le statut de salarié, les travailleurs ont montré leur prise de conscience, qu'il nous fallait compter sur nos propres forces, unis à la base et dans l'action pour prendre le droit de nous défendre et de nous exprimer à l'intérieur du centre.

Balayons la clique des traitres à la classe ouvrière : les révisionnistes du P«C»F et ceux qui sont dans la CGT. Luttons dès à présent :

— pour l'obtention du statut de salariés, qui peut seul nous donner droit politique et droit syndical.

— pour l'assurance d'un emploi stable à la sortie du centre.

Des militants et des sympathisants de l'H.R.,
en stage et bien résolus à combattre.

GARNIER (REDON) LA CGT = AKESSON

Dans l'Humanité rouge du samedi 3 mai, nous avions publié un article réalisé par nos camarades en collaboration avec des travailleurs de la boite syndiqués CGT et CFDT. Il montrait la trahison des pontes départementaux CGT et P«C»F, dont les propositions parvenaient au même résultat que celles de la Direction (Akesson), à savoir : l'acceptation pure et simple de 150 licenciements.

L'U.L. CFDT a fait un tract de riposte et d'explication, intitulé «La CGT : Akesson», en réponse à la trahison des bonzes révisionnistes départementaux de la CGT qui montre que la prise de conscience de la nature des révisionnistes se fait chaque jour un peu plus.

En voici des extraits :

«En effet si le souci des camarades de la CGT avait été de lutter pour maintenir la totalité des emplois chez Garnier, ils n'auraient pas exposé leur «soi -disant plan» qui par des comptes d'apothicaires parviennent au même résultat que les propositions d'Akesson et des pouvoirs publics. Ceci en «bradant» le personnel (...).

Comment la CFDT qui est à l'écoute des travailleurs aurait pu être d'accord avec les propositions de la CGT qui reflètent d'une façon très proche celles d'Akesson et des pouvoirs publics.

Que peut-on penser de l'équipe de l'UD CGT de Rennes venue en renfort pendant deux jours pour saboter le mouvement en voulant faire croire que Akesson était la seule planche de salut, acceptant par le fait même les licenciements et laissant de nombreuses familles ouvrières dans l'incertitude voir dans le désespoir.

Voilà l'action de la CGT ! Voilà comment elle respecte les accords signés.

D'autre part le tract qui nous attaque, passe sous silence les basses manœuvres qu'ils ont fait pour racheter des responsables CGT, sans aucun scrupule par rapport aux autres travailleurs mis dans cette situation, et au détriment même de leurs militants.

Comment peut-on concevoir le sérieux de cette organisation (CGT) qui défend les uns au détriment des autres ; n'est-ce pas aussi la tactique des patrons.

Le soi -disant plan de la CGT, qui d'après eux permet de garantir tous les emplois, en fait est un plan de licenciements car il aboutit à mettre à la porte 250 personnes (...).

La CGT défend-elle comme ça les «oignons» des travailleurs ou n'aide-t-elle pas les patrons et le pouvoir capitaliste contre lesquels elle cause beaucoup, a mieux «museler» les travailleurs pour en tirer un meilleur parti ? (...)

Les militants de la CFDT avec les travailleurs du pays de Redon comme chez Lip, comme au Joint Français, comme chez Garnier continueront de mener la lutte malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrent.

LA CLASSE OUVRIERE VAINCRA

FAVERGES (HAUTE SAVOIE) SUCCES DE LA GREVE

L'usine Tissot Dupont de Faverges qui produit des briquets et des stylos de luxe est liée depuis 1972 au groupe Gillette, société multinationale qui regroupe 50 unités de production et emploie 25 000 travailleurs. Tissot Dupont emploie elle-même 850 salariés qui ont acquis une expérience de lutte certaine depuis 1965.

Le déroulement des faits :

Depuis le début du mois d'avril, à la suite de deux notes de service équivoques et contradictoires, le personnel était contraint de pointer à la sortie de midi et à la rentrée de l'après-midi alors qu'auparavant, il ne devait pointer qu'une fois à l'occasion de la rentrée de l'après-midi.

Désavouant cette nouvelle contrainte et trouvant les notes de service ambigües, le délégué syndical CFDT refuse de pointer à la sortie de midi. La direction engage une procédure de licenciement. Le soir même, la section syndicale se réunit et décide d'engager une riposte immédiate dès le lendemain matin.

Les ouvriers sont invités par tract à une réunion d'information. L'ensemble des travailleurs décide la grève et les ouvriers syndiqués montent voir la direction de l'usine pour lui demander l'annulation de la procédure de licenciement. Le directeur général refuse et se trouve alors immédiatement séquestré avec deux autres de ses «collaborateurs», le chef du personnel et le chef de fabrication. Les ouvriers réunis dans la cour de l'usine acclament leurs camarades séquestrant les trois directeurs, et occupent l'usine.

Toute la journée, la direction refuse d'annuler le licenciement malgré les attaques permanentes des ouvriers. Vers 18 heures, trois cars de CRS se tenaient prêts à intervenir et le directeur du Cabinet Préfectoral, le procureur de la République et le lieutenant-colonel de gendarmerie essayaient d'intimider les grévistes. A 22 heures, les trois dirigeants de l'usine sont libérés en échange de la promesse d'une réunion dans la journée de jeudi entre le patron, l'organisation syndicale en présence du préfet et du directeur du travail.

Le jeudi, l'usine Dupont est toujours occupée et la grève est très largement suivie : les ouvriers sont constamment tenus au courant des évènements mais les négociations échouent. L'Union Locale CFDT de Faverges fait alors appel à la solidarité ouvrière des travailleurs des autres usines de Faverges : un débrayage d'une heure et des délégations de travailleurs de Bourgeois, La Curiale, Piquant, Staubli, Stunzi viennent soutenir l'action de leurs camarades de chez Dupont.

Le vendredi les négociations se terminent par un accord (victoire des grévistes sur plusieurs points) :

— la direction annule la procédure de licenciement entamée vis-à-vis du délégué syndical ;

— la première matinée de grève est payée intégralement, le reste à 33 % de la masse salariale avec un quotient égal pour tous (deux autres points restent à négocier).

L'ensemble des travailleurs approuvent ce résultat et décident la reprise du travail.

Une lutte classe contre classe : patron-révisionnistes du P«C»F contre ouvriers-section syndicale CFDT.

La réussite de cette action doit être attribuée à différents facteurs :

— des ouvriers généralement combatifs ayant à leur tête une seule organisation syndicale dynamique, et qui ont un passé de lutte.

— des délégués syndicaux très actifs ayant une attitude très correcte : démocratie prolétarienne, revendications unitaires (200 F pour tous - paiement des jours de grève suivant un quotient égal) et menant une lutte résolument offensive : la séquestration a surpris et impressionné les patrons, le procureur de la République et le maire de Faverges qui ont fait pression pour influencer la direction ;

— un soutien actif et efficace de l'Union Départementale par l'intermédiaire de son permanent et de certains membres du bureau de l'U.D. ;

— une solidarité effective des travailleurs de Faverges et de la population en général scandalisés, contre cette atteinte aux libertés syndicales le conflit né du pointage n'était en effet qu'un prétexte pour se débarasser d'un délégué syndical gênant.

Mais les ouvriers de Dupont ont eu à combattre à la fois le patron et la clique révisionniste locale qui n'a apporté aucun soutien effectif. Les militants du P«C»F de l'usine Dupont ont essayé de constituer une section CGT au sein de la boite : c'est une tentative de division de la classe ouvrière. Seuls quelques militants sincères du P«C»F sur Faverges sont venus apporter leur soutien effectif aux travailleurs de Dupont.

Correspondant H.R.

Directrice de publication : Suzanne Marty C.P.P.P. : N° 47291 Imp. La Nouvelle : N° 756 75 75 75 Dépôt légal : 2ème trimestre 1975